



CHATEAUBOURG  
SAINT-MELAINE/BROONS-SUR-VILAINE

VILLE DE CHÂTEAUBOURG – DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE

**ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 20/03/2024**

**N° 116 - 2024**

**REGLEMENTANT LA CIRCULATION – 4 rue Louis Pasteur**

**Le Maire de CHÂTEAUBOURG :**

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;  
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
**VU** le Code de la Route annexé à l'Ordonnance n° 58.1216 et au Décret n° 58.1217 du 15 décembre 1958 ;  
**VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la Signalisation Routière ;  
**VU** l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment son livre (8ème partie du 15 juillet 1974) ;  
**VU** les risques encourus lors de livraison de béton et manœuvres de camions toupies.  
**CONSIDÉRANT** que la sécurité des usagers et des personnels nécessite de barrer la route durant la livraison.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : livraison de béton et manœuvres de camions toupies.

**ARTICLE 2 :** La mise en place d'une interdiction de circulation sera effective le 22 mars 2024 pour une durée de 2h (entre 9h et 12h)

**ARTICLE 3 :** La signalisation sera mise en place par le demandeur, Monsieur JOUAULT Erwan, il s'engage à libérer dès que possible la voirie pour permettre la circulation normale.

**ARTICLE 4 :** Tout stationnement illicite sera considéré comme gênant et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière.

**ARTICLE 5 :** La Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Châteaubourg, Monsieur le responsable de la Police Municipale, Monsieur le responsable des Services Techniques communaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Châteaubourg, le 20/03/2024

Pour Le Maire, l'adjointe aux Services Techniques  
Aude DE LA VERGNE



*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.*